



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES










MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Marché n°P270CE - Contribution à la réalisation d'un bilan évaluatif à mi-parcours du plan départemental de l'habitat et de la prise de compétence de la délégation des aides à la pierre

Département de Loire-Atlantique

3 Quai Ceineray
CS 94109
44041 NANTES
Tél : 02 40 99 10 00

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché n°P270CE - Contribution à la réalisation d'un bilan évaluatif à mi-parcours du plan départemental de l'habitat et de la prise de compétence de la délégation des aides à la pierre
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	15 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits.....	9
1.3 - Décomposition du contrat	9
2 - Protection des données à caractère personnel du titulaire	9
3 - Pièces contractuelles.....	10
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	10
5 - Protection des données à caractère personnel	10
6 - Durée et délais d'exécution	10
6.1 - Durée du contrat	10
7 - Prix	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
7.2 - Modalités de variation des prix.....	10
8 - Garanties Financières	11
9 - Avance	11
10 - Modalités de règlement des comptes	11
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.3 - Délai global de paiement.....	12
10.4 - Paiement des cotraitants.....	12
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
11 - Conditions d'exécution des prestations	12
11.1 - Présentation des livrables	12
11.2 - Modifications techniques.....	13
12 - Développement durable	13
13 - Achats socialement et écologiquement responsables	14
14 - Constatation de l'exécution des prestations	14
14.1 - Vérifications	14
14.2 - Décision après vérification	14
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
16 - Pénalités.....	14
16.1 - Pénalités de retard.....	14
16.2 - Autres pénalités spécifiques	15
17 - Assurances.....	15
18 - Résiliation du contrat	15
18.1 - Conditions de résiliation	15
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
19 - Règlement des litiges et langues	16
20 - Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la contribution à la réalisation d'un bilan évaluatif à mi-parcours du plan département de l'habitat PDH et de la prise de compétence de la délégation des aides à la pierre DAP.

Lieu(x) d'exécution :
Département de Loire Atlantique
44000 Nantes

1.1.1 Contexte

a) Le rappel des objectifs et des attendus de la prise de délégation et du PDH

En juin 2022, le Département approuvait la prise de délégation des aides à la pierre et le nouveau Plan départemental de l'Habitat pour la période 2022-2027

Le PDH a pour vocation de mobiliser et de fédérer les élus locaux et les partenaires sur le défi prioritaire de la production de logements pour répondre aux besoins croissants notamment pour les publics prioritaires du Département en lien avec la politique de solidarité, tout en diminuant la consommation d'espace destiné à l'habitat et en rapprochant cet habitat de l'emploi. L'attente des partenaires était forte pour que le Département soit un facilitateur de projets et un animateur territorial au service des politiques locales de l'habitat.

Pour répondre à ces enjeux, le Département a décidé de prendre la délégation de compétence des aides publiques à l'habitat de l'État. Cette prise de délégation était également motivée par la volonté de devenir l'interlocuteur pour le développement de l'habitat en Loire-Atlantique en disposant d'un véritable outil de négociation et d'action vers les territoires et les acteurs de l'aménagement pour porter ces priorités : développement du logement à vocation sociale, améliorer les logements des ménages modestes et très modestes, solutions spécifiques pour les publics prioritaires départementaux en cohérence avec ses politiques sociales, zéro artificialisation nette, action cœur de bourg en lien avec le soutien aux territoires, et coordination des différentes politiques locales de l'habitat pour répondre à la dynamique démographique de la Loire-Atlantique. Cet exercice de la délégation de compétence avait également pour objectif de rendre plus lisible et affirmée son action.

b) Contexte réglementaire et attendus de l'étude

L'article VI-6-1 de la convention générale de délégation des aides à la pierre prévoit un bilan à mi-parcours afin d'analyser l'atteinte des objectifs de mise en œuvre et le cas échéant de les ajuster.

Dans le PDH, il est indiqué que la SDCRHH (section départementale du CR2H dédiée au PDH) se réunit une fois tous les 3 ans pour débattre sur le bilan à mi-parcours et proposer des évolutions le cas échéant.

Pour ces deux dispositifs, l'État est le principal partenaire du Département (en tant que copilote ou délégué).

Le Département souhaite compléter les bilans quantitatifs, principalement réalisés en interne, par un volet qualitatif qui permettrait de reposer les conditions de réussite du PDH et de la délégation des aides à la pierre et notamment de partager collectivement les évolutions et actions nécessaires à la réponse aux ambitions posées en 2022.

Ce bilan qualitatif vise à interroger les partenaires (collectivités et acteurs de l'habitat) et les bénéficiaires sur le positionnement attendu du Département pour la fin du PDH et de la délégation ainsi qu'à esquisser les perspectives d'évolution de la politique habitat.

1.1.2 Périmètre, objectifs de la mission

a) Périmètres

La présente mission porte sur le bilan à mi-parcours du plan départemental de l'habitat et de la prise de compétence de la délégation des aides à la pierre sur la période de 2022 à 2024.

Deux périmètres géographiques sont ainsi concernés :

- L'ensemble de la Loire Atlantique pour ce qui concerne le PDH ;
- Le territoire départemental hors Nantes Métropole et Saint Nazaire Agglo pour ce qui concerne la délégation des aides à la pierre.

L'État sera associé de façon différenciée selon le volet concerné par le bilan à mi-parcours :

- En tant que copilote sur le volet PDH ;
- En tant qu'acteur et déléguant sur le volet DAP.

b) Objectifs

Dans ce contexte de dispositifs en cours, le Département souhaite mener une étude qui, en plus de porter sur l'effectivité, l'atteinte des objectifs et le respect des enjeux du projet stratégique (dont le contexte de transition écologique), aura également pour objet d'apporter :

- Un panorama de l'évolution de la dynamique partenariale et de la place du Département parmi les acteurs œuvrant pour l'habitat sur le territoire, notamment en articulation avec l'État et les EPCI ;
- Un bilan de l'opérationnalité et l'intelligibilité du PDH et de la délégation des aides à la pierre du point de vue des bénéficiaires et des partenaires ;
- Un éclairage argumenté et structuré sur les actions à poursuivre ou à faire évoluer au regard de :
 - Leur efficience ;
 - La cohérence interne des dispositifs (chantiers du PDH, subventions à l'amélioration de l'habitat privé et agréments des opérations sociales via les aides déléguées de l'État) entre eux et avec les autres actions du Département (exemple solidarité, aménagement) et la cohérence externe avec les autres dispositifs habitat mis en œuvre sur le territoire par d'autres acteurs et en premier lieu les EPCI ;
 - Leur pertinence au regard des objectifs fixés dans le cadre du PDH et de la délégation des aides à la pierre, du projet stratégique du Département et de la volonté de priorisation vers les publics cibles de la politique solidarité du Département.

Cette étude reposera sur l'analyse des éléments quantitatifs fournis au prestataire et des entretiens avec les partenaires et acteurs réalisés par le prestataire. En plus d'une analyse propre à ces deux dispositifs, un regard croisé entre ces deux dispositifs est attendu pour évaluer leurs interactions.

Les propositions de questions évaluatives sont listées en 1.1.3. Elles pourront être complétées par le prestataire au besoin.

1.1.3 Questions évaluatives identifiées

Les questions évaluatives identifiées à ce stade sont les suivantes :

a) Questions évaluatives pour le dispositif plan départemental de l'habitat PDH

- La mise en œuvre du PDH permet-elle au Département de se positionner en (co)animateur des acteurs œuvrant aux politiques de l'habitat ? Quels sont les points forts et les points faibles dans l'animation et dans la mise en œuvre du PDH ?
- Dans quelle mesure, le PDH constitue-t-il un outil contribuant à la cohérence de l'action des différents partenaires ? Comment la mise en œuvre du PDH se traduit-elle dans les politiques locales ? a-t-il un impact sur les PLH ? Y'a-t-il des démarches et gouvernances « concurrentes », sur quels chantiers et pourquoi ?
- Sa mise en œuvre a-t-elle contribué à la convergence des politiques départementales de l'habitat, du logement, de l'hébergement, de l'inclusion et de l'autonomie ? Est-elle cohérente avec les ambitions du projet stratégique départemental (ZAN, excellence énergétique, habitat solidaire etc.) ? Le déploiement du PDH a-t-il permis de contribuer prioritairement à des actions en faveur des publics cibles du Département ?
- Plus spécifiquement, quel est l'état d'avancement des chantiers du PDH, dont les 4 chantiers majeurs, (filiale hors site, habitat-emploi, ZRC, habitats transitoires) et les raisons de cet état ? Sur quels chantiers les autres acteurs (EPCI, ...) ont-ils des attentes et lesquelles ?
- Comment les orientations et ambitions du PDH influent les délégations des aides à la pierre sur la Loire-Atlantique et plus particulièrement sur le territoire de délégation du Département ?

b) Questions évaluatives spécifiques à la prise de compétence de la Délégation aides à la pierre (DAP)

- En quoi la mise en œuvre de la délégation des aides à la pierre permet au Département de légitimer et de renforcer sa place au sein des acteurs de l'habitat sur le territoire ?
- Les interactions et articulations avec les autres territoires de délégation de la Loire-Atlantique sont-elles cohérentes, efficaces et opérationnelles ?
- La délégation des aides à la pierre est-elle un levier et/ou un soutien aux politiques locales de l'habitat ? Est-elle un outil complémentaire aux autres dispositifs du Département ?
- Y'a-t-il eu des évolutions dans les projets soumis et dans l'instruction depuis la reprise de la délégation par le Département et pourquoi ?
- Quels sont les points de satisfaction, de questionnements et d'amélioration dans la prise de compétence des aides à la pierre ?
- Quelle est la contribution de la délégation des aides à la pierre du Département dans la réponse aux ambitions du PDH ?

1.1.4 méthodologie, pilotage et calendrier de la mission

a) Méthodologie

Le candidat s'appuiera tout d'abord sur les documents internes fournis par le Département ainsi que sur d'autres matériaux disponibles notamment tirés de sa connaissance du domaine.

En particulier, le candidat prendra en compte dans sa note méthodologique le fait que le Département et l'État auront préalablement réalisés le volet quantitatif du bilan du PDH et de la DAP pour les années 2022 à 2024 et qu'il sera mis à sa disposition pour qu'il en assure l'exploitation notamment lors de la construction de son référentiel d'évaluation.

Ce bilan sera une base d'informations qui permettra à la fois un premier niveau de réponse sur l'effectivité des actions, éventuellement sur leur efficacité :

- Pour la DAP, le bilan quantitatif s'appuiera sur les données dont dispose le service Habitat et celles diffusées par la DREAL. Cette analyse portera notamment sur la réalisation des objectifs, les logements agréés/financés, le financement et la localisation des opérations et l'utilisation des enveloppes financières du logement social et de l'amélioration du parc privé (nombre et types de réalisations produites, ressources consommées, nombre et types de bénéficiaires) ;
- Pour le PDH, le bilan quantitatif s'appuiera sur l'observatoire habitat-logement créé dans le cadre du PDH. Celui-ci dispose de données de contexte et de suivi qui permettront de dresser un état des lieux de l'habitat en Loire-Atlantique.

Néanmoins, cet état d'avancement est nécessairement incomplet et le candidat devra proposer des méthodes d'investigation complémentaires tant pour compléter ce bilan que pour répondre aux questions évaluatives.

Il est suggéré de recourir aux méthodes suivantes :

Entretiens qualitatifs avec :

- Des élu.es du Département (1 ou 2 entretiens) ;
- Des ménages bénéficiaires d'une aide à l'habitat privé (2 entretiens) ;
- Des partenaires opérateurs comme : USH, FPI, LAD, Habitat 44, 2 ou 3 bailleurs, SOLIHA, CITEMETRIE, SCOT, Pôle métropolitain, ADIL (7 entretiens) ;
- Des collectivités bénéficiaires comme EPCI CCEG, Pornic aggro, CAPA, COMPA, NM et CARENE, CC Pontchâteau Saint Gildas des Bois (4 entretiens) ;
- Des services départementaux comme une délégation, le service aménagement du territoire, le service insertion logement, le service autonomie, le service habitat (5 entretiens).

Par ailleurs, seront associés, à la suite de la démarche citoyenne menée par Imagine LA, deux citoyen.nes à cette étude (en équipe projet de préparation de COPIL et en COPIL).

b) Pilotage de la démarche

L'étude sera copilotée par le service évaluation et contrôle de gestion et le service habitat et s'appuiera sur les instances de gouvernance et les ressources suivantes :

- Un comité de pilotage composé, pour le Département des élu.es concernés (David MARTINEAU et Jean CHARRIER), les DG, directions et services concernés, d'un.e représentant.e de l'État + 2 citoyen.nes. Le comité de pilotage se réunira à l'hôtel du Département 3 fois : pour le lancement, un rendu intermédiaire et le rendu final ;
- Une équipe projet constituée des services évaluation et contrôle de gestion et habitat, de 2 citoyen.nes, d'un.e représentant.e des services de l'État et des représentant.es du candidat retenu. Elle a pour fonctions d'appuyer le bureau d'étude prestataire dans son interface avec les services du Département et les partenaires et d'assurer la préparation de chacun des comités de pilotage et le respect par le candidat du présent CCP. Elle se réunira donc régulièrement (fréquence d'1 fois par mois en général ajustable en fonction des besoins) en visio ou à l'hôtel du Département.

c) Planning prévisionnel

La durée de l'étude a été fixée à 12 mois (à partir de la date de notification du marché) afin de permettre, si nécessaire, un desserrage du planning jusqu'en octobre 2026 à partir du 1^{er} COmité de PILotage COPIL

- Fin juillet : publication de l'appel d'offres

- 17/09/25: date limite de remise des offres
- 01/10/25 :entretien.s éventuel.s de négociations
- 2^e quinzaine d'octobre : Notification du marché
- Début nov : 1^{ère} équipe projet
- 20/11/25: réunion COPIL de lancement (cadrage, état des lieux et validation du référentiel de l'étude)
- Février-mars : réunion COPIL intermédiaire (1ers résultats et conclusions du bilan évaluatif)
- Mai-juin 2026 : réunion COPIL finale (bilan évaluatif comprenant l'analyse des entretiens, les réponses aux questions évaluatives, conclusions et proposition d'orientations) livraison du rapport d'étude final

1.1.5 Estimation budgétaire

Pour la réalisation de cette prestation, le Département de Loire-Atlantique a défini un prix estimatif de 25 000 € HT.

1.1.6 Liens et documentation fournie en annexe

Liste de documents joints au présent CCTP :

- Le projet stratégique 2021-2028 et la synthèse des engagements ;
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/2022-01-31/actes/acte-23781.pdf>
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/Ses-2024-10-14/actes/acte-61222.pdf>
- Le rapport DM2 du 28 juin 2022 validant le plan départemental 2022-2027 ;
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/Ses-2022-06-27/actes/acte-27851.pdf>
- Le Plan départemental de l'habitat 2022 – 2027 et son diagnostic ;
 - Annexe 1 DiagnosticPDH44_CD44_VersionFinale.pdf
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/Ses-2022-06-27/actes/acte-29268.pdf>
- Le rapport de l'assemblée départementale du 31 janvier 2022 relatif à la prise de délégation de compétence ;
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/2022-01-31/actes/acte-23086.pdf>
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/2022-01-31/actes/acte-24147.pdf>
- Le rapport du budget primitif voté en assemblée départementale du 15 mars 2022 intégrant les conventions de délégation de compétence (mère et gestion Anah) ;
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/2022-03-14/actes/acte-24193.pdf>
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/2022-03-14/actes/acte-24204.pdf>
- Le rapport de l'assemblée départementale du 13 avril 2023 validant les avenants initiaux et les évolutions de circuit de la DAP ;
 - <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/Ses-2023-04-13/actes/acte-39874.pdf>

- <https://deliberations.loire-atlantique.fr/Docs/Conseildepartemental/Ses-2023-04-13/actes/acte-39875.pdf>
- Le plan d'actions territorial de l'amélioration du parc privé pour 2025 :
 - Annexe 2_Programme action territorial 2025-Vdef
- Les guides d'intervention des aides déléguées et propres du Département pour 2025, pour l'amélioration du parc privé et pour l'habitat social ;
 - 68961_Annexe 3 - Reglement intervention habitat prive 2025-Vdef
 - Annexe 4 -Reglement intervention habitat social_2025 v0
- Liste des données et indicateurs de suivi et de l'avancement des chantiers du PDH ;
 - Annexe 5 Indicateurs-suivi-DDTM

1.2 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits

Par son projet stratégique 2022-2028, le Département a réaffirmé avec force sa volonté de lutter contre toutes les discriminations et de développer l'égalité entre les femmes et les hommes. Le plan d'action « Égalité-Diversité : un Département engagé » traduit cette ambition dans l'ensemble de ses compétences. Détenteur des labels AFNOR « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité », le Département vise à l'exemplarité dans l'ensemble de son fonctionnement interne et notamment au travers de sa commande publique. À ce titre, il partage ces engagements avec l'ensemble de ses fournisseur-euses et veille à la cohérence de leur intervention avec les principes d'égalité et de non-discrimination. » Le titulaire s'engage au travers des prestations objets du marché à s'inscrire dans une pédagogie prévenant les discriminations et assurant la promotion de la diversité et de l'égalité, en veillant notamment à ne pas véhiculer de stéréotypes dans l'exécution des prestations. Lorsque ses salariés sont au contact du public et des agent-es du Département, le titulaire assure au moins un temps de sensibilisation sur les violences sexistes et sexuelles et la discrimination auprès des équipes qui interviennent.

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Protection des données à caractère personnel du titulaire

Le Département traite les données personnelles des mandataires ou salariés du titulaire aux seules fins du suivi administratif du contrat (passation, exécution, suivi financier et budgétaire, contrôle, clôture). Ce traitement est nécessaire à l'exécution du contrat et relève de l'intérêt légitime du Département en ce qui concerne la gestion de sa base fournisseurs. Les données sont destinées aux seuls agents habilités du Département et conservées pendant une durée de 5 ans à compter de la fin de l'exécution du marché. Les coordonnées enregistrées dans la base fournisseurs, présentant un intérêt pour les prises de contact dans le cadre de mises en concurrence, sont mises à jour au fil de l'eau. Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé. Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) du Département. Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de limitation en s'adressant au Délégué à la protection des données du Département à dpd@loire-atlantique.fr. Elles peuvent également adresser une réclamation à la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif remis par le titulaire lors du dépôt des offres.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 15 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Le planning prévisionnel est indiqué à l'article 1.1.4 méthodologie, pilotage et calendrier de la mission.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro en précisant :

- 1) le numéro SIRET du Conseil Départemental : 22440002800011,**
- 2) le numéro d'engagement.**

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 5° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 6° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 7° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 8° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 9° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 10° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 22440002800011

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Si le présent contrat est soumis à une procédure de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont les suivants :

- Le **rapport final** qui comportera le bilan complet (dont une analyse des indicateurs de suivi du PDH sur la période 2022-2024), une partie évaluative (résultats et conclusions de l'étude, réponse aux questions évaluatives) et une partie préconisations pour les dispositifs évalués ;
- Des **présentations PowerPoint communicantes et synthétiques à l'attention du comité de pilotage pour chaque réunion**. Les présentations PowerPoint ne devront en aucun lieu être constituées de simples extractions du rapport ;
- **Synthèse et analyse des entretiens**.

Le candidat précisera dans sa proposition méthodologique les outils de restitution qualitatifs qu'il mobilisera. Des outils de types monographie (par ex. sur l'évolution des projets d'opération de logement social ou d'amélioration de l'habitat privé) sont attendus.

Ils sont remis selon les **formats et sur les supports suivants** :

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes : chaque comité de pilotage fera l'objet d'un livrable, au format compatible avec les outils bureautiques Microsoft office ou Libre Office.

Deux documents seront remis systématiquement : un document complet et un document de synthèse, support d'une présentation aux instances de validation (comité de pilotage notamment). Ces documents seront remis au maître d'ouvrage (membres de l'équipe projet) au moins 7 jours avant la tenue de la réunion. Toutes les demandes de modification ou d'ajustement du maître d'ouvrage devront être prises en compte en amont de la tenue de la réunion.

Le prestataire dressera les comptes-rendus et les rapports modifiés le cas échéant à la suite des présentations aux différents comités pour l'ensemble de ces présentations.

Le prestataire transmettra l'ensemble des pièces de l'évaluation, c'est-à-dire tous les documents collectés ou créés par le titulaire ayant contribué à la conduite de la prestation. Le Département de Loire-Atlantique étant le garant de cette évaluation, il est nécessaire que la collectivité détienne toutes les informations pertinentes pour étayer les conclusions et les résultats de la mission.

Le prestataire restituera en fin de mission l'ensemble de son travail sous la forme d'un rapport complet, reproductible et sous format numérique compatible avec les outils bureautiques Microsoft Office ou LibreOffice.

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire s'assure de limiter son empreinte carbone.

A ce titre, le prestataire :

- limite, le cas échéant, le poids des vidéos, l'envoi de fichiers volumineux par e-mail à plusieurs destinataires, l'envoi non-nécessaire de mails et le stockage de versions obsolètes ou dupliquées ;
- optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés et privilégie :
 - o La lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur ;
 - o La suppression des aplats de couleur inutiles ;
 - o L'utilisation de polices de caractère "light" ou écologiques de type ecofont ;
 - o L'optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages ;
 - o L'impression recto/verso ;
 - o La diffusion ciblée des informations ;
 - o L'utilisation d'imprimantes partagées au lieu d'imprimantes individuelles ;
 - o L'utilisation du papier au format A4 ou au format A3 ; S'assure de l'utilisation de papier recyclé et/ou de papier avec écolabel ou équivalent.

Le pouvoir adjudicateur, invite le titulaire à optimiser le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails

Les déplacements professionnels seront, autant que faire se peut, optimisés pour en réduire le nombre et la fréquence. Les réunions en visio conférences seront privilégiées.

13 - Achats socialement et écologiquement responsables

Le Département est fortement engagé dans la mise en œuvre d'une politique d'achat responsable visant à acheter dans une logique de protection et de sobriété des ressources. Il partage cet engagement avec l'ensemble de ses fournisseurs et veille à la cohérence de leur intervention avec les principes du développement durable.

Le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables est consultable sur le site internet du Département.

À ce titre, le titulaire devra être particulièrement attentif à cette volonté départementale et s'engager à limiter son empreinte carbone dans l'exécution des prestations objet du marché.

Sans être exhaustif, le titulaire s'engage, selon la nature de l'achat, et sur l'ensemble du cycle de vie des produits, ouvrages ou services à favoriser les actions suivantes :

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

14.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévue aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise d'un livrable	Journalière	100,00 €	
Retard de remise d'un livrable	Journalière	50,00 €	
Absence à une réunion	Forfaitaire	50,00 €	En cas d'absence à une réunion, le titulaire doit préalablement informer le pilote de la mission et justifier de son absence. La pénalité s'applique en cas de non-respect de ces dispositions et en cas de justification insuffisante appréciée par l'acheteur public. Cette disposition n'est pas exclusive de l'application de pénalités pour retard.
Changement d'un intervenant sans validation du Département	Forfaitaire	100,00 €	La pénalité s'applique lorsque le titulaire modifie la composition de l'équipe en charge de l'exécution de la prestation sans avoir prévenu préalablement l'acheteur.
Non-respect de la méthodologie proposée	Forfaitaire	300,00 €	A ce titre, la pénalité s'appliquera en cas de non-respect par le titulaire des dispositions constitutives de son offre.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de non-respect de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du marché, le Département peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces

prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige dans l'exécution du contrat non résolu bilatéralement, le Comité de règlement amiable prévu aux articles R2197-1 et suivants du Code de la commande publique, peut être consulté.

Faute de solution acceptée par les parties, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 5 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations intellectuelles